

AFFILIATION À LA CASNOS AU TITRE DES NON-SALARIÉS

Les jeunes promoteurs peuvent bénéficier d'une retraite à 65 ans

Il était temps de rappeler que les jeunes promoteurs assurés sociaux – pour peu qu'ils soient affiliés à la Casnos au titre des non-salariés – ont droit à une retraite, au même titre que les artisans, commerçants et professions libérales, et ce, à partir de 65 ans. La retraite se construit dès le début de carrière, la durée de cotisation étant un des éléments essentiels du droit à la retraite. Au-delà de l'obligation légale pour ces assurés sociaux, la Casnos a un énorme travail d'information et de rapprochement en direction de ces jeunes promoteurs.

Les jeunes promoteurs assurés sociaux peuvent bénéficier d'une retraite à l'âge de 65 ans, a indiqué il y a quelques jours le directeur général de la Caisse nationale de Sécurité sociale des non-salariés (Casnós).

«Les jeunes promoteurs, bénéficiaires des différents dispositifs d'emploi et affiliés à la Casnos, pourront percevoir une pension de retraite à partir de l'âge de 65 ans, au même titre que les autres travailleurs non-salariés», a-t-il précisé. La valeur de cette pension est fixée par rapport au montant

de la cotisation du concerné calculée «sur les 10 meilleures années», a-t-il ajouté. Il s'agit des jeunes promoteurs bénéficiaires des dispositifs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), l'Agence nationale de la gestion de micro-crédit (Angem), la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac), et l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi). Un système de recouvrement des cotisations repose sur la déclaration d'activité et le versement de la cotisation, a-t-il expliqué. Les travailleurs non salariés, exerçant

pour leur propre compte, dont les jeunes promoteurs et leurs ayants droit affiliés à la Casnos bénéficient de deux sortes de prestations, à savoir la retraite et l'assurance sociale, a souligné le directeur général de la Caisse nationale de Sécurité sociale des non-salariés (Casnós).

S'agissant de l'assurance sociale, il a expliqué qu'il s'agit de prestations en nature sur l'assurance maladie, remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques (maladie-maternité), en plus de l'assurance invalidité (incapacité de poursuivre l'activité après un

accident ou maladie) ainsi que le capital décès.

Mesures d'allègement

L'assurance invalidité, qui est une pension mensuelle d'invalidité calculée sur l'assiette de cotisation de l'affilié, est destinée à l'assuré dans le but de compenser le revenu perdu, a-t-il indiqué. Par ailleurs et dans le souci de faciliter les modalités de versement de la cotisation, des mesures d'allègement ont été introduites par la Casnos au profit des jeunes promoteurs.

«Logiquement, nous commençons à compter la cotisa-

tion de nos assurés à partir de la date d'établissement de leur registre du commerce, mais exclusivement pour les jeunes promoteurs cette cotisation est calculée à partir de la date effective du démarrage de leurs activités déclarées par les organismes d'emploi chargés de poursuivre leur accompagnement», a-t-il précisé. D'autre part, a-t-il ajouté, la Casnos effectue une affiliation «d'office» au profit de ces promoteurs et leur accorde des échéanciers de versement de leur cotisation qui s'étale sur une durée de 18 mois.

LSR-

POINT DE VUE

«Louh(*) ridiculise les retraités»

Le pays a connu ces derniers temps des contestations socio-professionnelles qui ont touché pratiquement tous les secteurs aussi bien économiques qu'administratifs. A chaque fois qu'un collectif gagne la rue avec comme revendication principale la hausse des salaires, c'est tout le ministère de tutelle qui intervient pour répondre favorablement à ces revendications, quoique objectives et légitimes.

Se succédant, tous les secteurs actifs du pays ont vu leurs revendications aboutir sans faire trop de bruit, avec en sus des mises en application avec effet rétroactif depuis 2008. Cependant, il y a une catégorie de personnels qui autrefois étaient désignés comme acteurs principaux dans le développement économique du pays dans différents secteurs. Cette catégorie qui est laissée pour compte par les pouvoirs publics n'est autre que celle des retraités, certes sans moyens de pression, car ils continuent à subir le déni du ministre responsable du secteur.

Majorations variables pour femme au foyer

Pour mesurer le désarroi de cette frange, il n'y a qu'à voir l'infime revalorisation (le mot est trop dit) annuelle de 7% attribuée en chaque fin du mois de mai comme pour humilier davantage ces ex-travailleurs. Le taux de 7% risque de tromper beaucoup de lecteurs ; réellement, il ne dépasse guère le seuil des 300 DA. Et

tenez-vous bien, pour une majorité de retraités. Dans cette contribution, je citerai seulement le cas de la majoration pour femme au foyer, cette indemnité qui varie d'un retraité à un autre (comme si les travaux de ménage diffèrent d'un foyer à un autre). Certains retraités perçoivent 1 773 DA pour conjoint à charge, d'autres (sans raison apparente) continuent à percevoir 1 500 DA.

Ces derniers attendent d'être alignés sur leurs collègues et doivent en principe bénéficier d'un rappel depuis leur mise en retraite. La Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR), censée les défendre, malgré sa présence lors des négociations de la tripartite, n'a pu faire admettre ses propositions qui sont restées lettre morte. De part sa position de faiblesse (peut-être), par manque de moyens de pression, tel le recours à la grève ou encore la descente dans la rue.

Entre-temps, l'avenir des retraités reste tributaire des pouvoirs publics, cette frange, qui représente une partie importante dans l'échiquier politique, sollicite comme dernier recours, l'intervention du président de la République, seul en mesure de rendre la dignité des retraités dont une grande partie vit en dessous du seuil de la misère et du dénuement. Cet appel sera-t-il entendu ?

(*) Nom du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Moussa Chtatha, Oum-El-Bouaghi

PROMOTION DE L'EMPLOI

La Cnas entame une campagne d'information en direction des employeurs...

La Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) a entamé une campagne d'information en direction des employeurs pour les sensibiliser sur les avantages du dispositif d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi, a-t-on appris hier auprès de la Cnas.

Ces avantages s'inscrivent dans le cadre des mesures incitatives mises en œuvre par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale au profit des employeurs qui recrutent des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences de placement agréées.

Ces avantages consistent en un abattement de la quote-part patronale de cotisation de Sécurité sociale de 20% pour tout recrutement d'un demandeur d'emploi pour une période allant de six à douze mois dans les secteurs du tourisme, de l'artisa-

nat, de la culture, de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics, de l'hydraulique et des services, a-t-on précisé de même source. Un abattement de 28% pour tout recrutement d'un primo-demandeur d'emploi pour une période allant de six à douze mois dans les mêmes secteurs est également consenti aux employeurs, a-t-on ajouté, alors qu'un abattement de 40% est proposé aux entreprises implantées dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux pour tout recrutement d'un demandeur d'emploi pour une période allant de six à douze mois dans les mêmes secteurs. Ces abattements sont doublés lorsque le recrutement est de douze mois et plus, a-t-on souligné de même source, assurant que ces avantages sont consentis aux employeurs pour une période de 3 années.

...Mais l'Etat doit payer la Cnas

Ces mesures prises par le gouvernement ont pour objectif d'inciter à la création d'emplois notamment par le secteur privé qui, par ailleurs et malheureusement, n'est pas très déclarant à la Sécurité sociale pour les salariés qu'il emploie. Il faut en outre préciser que le coût de l'abattement de la quote-part patronale de cotisations de Sécurité sociale est à la charge de l'Etat, et que ce dernier doit verser à la Cnas l'équivalent de cet abattement. Est-ce que l'Etat est un bon payeur de la Cnas, notamment dans le cadre de ce dispositif d'incitation à la création d'emplois ? Pas sûr. Il est temps qu'il honore ses engagements, car il y va de la santé financière de tout le système de Sécurité sociale.

D. H.

QUI EST AU SERVICE DE QUI ?

Domiciliation bancaire des pensions des retraités

Pourquoi les retraités sont-ils obligés de recevoir leur pension par CCP ? Cette «obligation» imposée par la CNR au niveau national est-elle légale ? Nous avons cherché dans les lois algériennes, en vain. Alors pourquoi la CNR refuse-t-elle de pensionner les retraités au niveau de leurs comptes bancaires ou au Trésor, qu'ils utilisent depuis des années, sans aucun problème ? Chacun est libre de recevoir son dû

légitime au niveau de l'organisme financier de son choix. Et on est en droit

de posséder plusieurs comptes, aussi bien bancaires que postaux, et les

utiliser légalement selon nos besoins et nos intérêts.

Tayeb Sahraoui

Commentaire de la rédaction : Le lecteur Tayeb Sahraoui, fidèle contributeur du «Soir Retraite», a parfaitement raison de rappeler cette ineptie : tous les retraités de la CNR – près de 2 millions – ont obligation d'ouvrir un compte CCP auprès d'Algérie Poste pour pouvoir percevoir leur pension mensuelle, avec les désagréments que cela provoque tous les mois et dans toutes les postes d'Algérie, désagréments relatés quotidiennement dans la presse et aggravés par ce problème chronique de non-disponibilité d'argent liquide. Pourquoi la CNR

ne prendrait-elle pas en compte la diversité du tissu bancaire, ce qui permettrait de faciliter le retrait des pensions ? Qui est au service de qui ? Il est certain que la CNR y a déjà réfléchi : maintenant, il faut passer à l'action, d'autant plus que les banques, pour la plupart, se sont modernisées ces dernières années, et les délais de transfert de banque à banque ont été réduits. A moins que la CNR ait d'autres contraintes qu'ignore le commun des retraités ? Qu'elle les rende publiques...

D. H.